

## Questions orales

## LA DÉFENSE NATIONALE

## PETAWAWA—LE PROJET D'AGRANDISSEMENT DU CAMP MILITAIRE—DEMANDE DE CONSULTATION DES MUNICIPALITÉS

**M. T. Lefebvre (Pontiac):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question à notre efficace ministre de la Défense nationale. A la suite de la réunion d'hier soir et des discussions qu'il a eues avec ses collaborateurs et d'autres intéressés sur la possibilité d'agrandir la base militaire de Petawawa, peut-être jusqu'au comté du Pontiac situé sur la rive québécoise de l'Outaouais, le ministre pourrait-il garantir à la Chambre que, dans ce cas, les conseillers locaux élus seront consultés avant que ces projets ne soient arrêtés?

**L'hon. James Richardson (ministre de la Défense nationale):** Monsieur l'Orateur, j'ai visité hier la base de Petawawa; il est exact qu'il faut améliorer et peut-être agrandir les terrains d'entraînement. On ne projette cependant pas d'aller jusqu'à l'autre rive de l'Outaouais, du côté québécois. Si l'on envisage de le faire plus tard, je promets au député que tous les responsables locaux seront consultés.

\* \* \*

## LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

## LE PIPE-LINE DU MACKENZIE—DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE EN FAVEUR DES GROUPES INTÉRESSÉS

**M. Wally Firth (Territoires du Nord-Ouest):** Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre de l'Énergie, je poserai au premier ministre suppléant une question au sujet des auditions de l'Office national de l'énergie concernant le pipe-line. Comme ce projet aura des incidences sociales, économiques et écologiques considérables sur la vallée du Mackenzie et qu'on interdit à certains groupes, qualifiés pour exprimer leur opinion à ce sujet, de participer pleinement aux auditions faute d'argent, le premier ministre suppléant pourrait-il fournir à ces groupes l'argent nécessaire pour leur permettre une entière participation?

**L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant):** Monsieur l'Orateur, le député dit qu'on leur «interdit». S'il veut bien y réfléchir, il comprendra, j'en suis sûr, que ce mot dépasse sa pensée. Sauf erreur, l'Office national de l'énergie est prêt à entendre tous les avis. Il se peut qu'ils soient limités en raison du manque d'argent; beaucoup d'entre nous sont également limités de ce point de vue-là. Toutefois, je réponds au député en disant que le gouvernement n'entend pas consacrer de fonds publics à cette fin.

\* \* \*

## LE LOGEMENT

## DEMANDE D'EXPOSÉ DÉTAILLÉ DU NOUVEAU PROGRAMME

**M. Leonard C. Jones (Moncton):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre d'État chargé des Affaires urbaines. Étant donné que le programme gouverne-

[M. Sharp.]

mental d'octroi d'une subvention de \$500 aux nouveaux propriétaires a été prolongé jusqu'au 31 décembre de cette année à l'égard seulement de l'occupation des locaux, par quel genre de programme le ministre se propose-t-il de remplacer le programme actuel, déposera-t-il à la Chambre ce nouveau programme global en matière de logement, quels en seront les éléments, et quand ce programme entrera-t-il en vigueur?

**M. l'Orateur:** J'espère que dans sa réponse le ministre passera outre à la question relative aux éléments du programme.

**L'hon. Barney Danson (ministre d'État chargé des Affaires urbaines):** Monsieur l'Orateur, j'espère être en mesure de faire une déclaration à ce sujet la semaine prochaine; si j'énonçais maintenant les éléments de ce programme, je ferais cette déclaration cette semaine.

\* \* \*

● (1440)

## L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

## L'OPPORTUNITÉ D'UN DURCISSEMENT DES DISPOSITIONS RELATIVES AUX LIBÉRATIONS SOUS CAUTION

**M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord):** Monsieur l'Orateur, étant donné que l'augmentation de la criminalité inquiète le public et que le bill C-71 réclame un durcissement de la loi à l'égard des libérations sous caution, le ministre de la Justice peut-il nous dire s'il a l'intention de modifier la loi davantage qu'il n'est prévu dans le bill C-71, d'autant plus qu'il a récemment déclaré son intention de durcir les règlements à cet égard?

**L'hon. Ron Basford (ministre de la Justice):** Monsieur l'Orateur, le bill C-71 contient d'importantes dispositions et les leaders à la Chambre discutent actuellement de l'opportunité de faire étudier ce bill et d'autres en comité afin que nous puissions les examiner de près et j'espère que le bill C-71 pourra être étudié rapidement en comité. Quand à savoir si j'ai l'intention de modifier davantage le bill C-71, je n'ai pas fini de revoir la question.

\* \* \*

## LE CODE CRIMINEL

## LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT QUANT À LA PRÉSENTATION D'UN BILL CONCERNANT LA PEINE DE MORT

**M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire au solliciteur général. Le ministre de la Justice ayant admis que son mandat lui permettait de proposer des amendements au code et le solliciteur général étant chargé de commuer les peines de mort en peines d'emprisonnement à perpétuité, le ministre peut-il répondre sans équivoque à la question que j'ai posée au début de la semaine, à savoir: s'il présente un bill pour abolir la peine de mort, va-t-il nous assurer que ce ne sera pas mélangé avec des modifications à d'autres loi, notamment une modification au sujet des armes à feu?